

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 3, DIM. 4, LUN. 5 FEVRIER - N° 846

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

QUAND LE CHOMAGE N'EST PLUS SUPPORTABLE...

Il y a quelque temps, Giscard d'Estaing philosophait sur l'an 2000 qui apportera à chacun et à chacune le bonheur, le bien-être et la liberté. Et ce grand bourgeois se prenait à rêver à une France «douce», sans à-coups ni violence. Intarissable, le Président de la République quand il s'agit de parler pour ne rien dire ; nettement moins bavard quand on aborde des problèmes aussi graves que le chômage par exemple.

Fermeture, compression d'effectifs, mutations, licenciements... quel travailleur n'a pas entendu sonner à ses oreilles ces sinistres mots ? Quelle famille ouvrière n'a pas au moins un de ses membres frappé par le chômage ? Qu'avez-vous à répondre, monsieur Giscard d'Estaing ; vous et vos pareils ? Qu'ils s'appellent Rhône-Poulenc, RVI, Brissonneau ou Usinor ! Vous les responsables de la misère dans laquelle vous plongez chaque jour des milliers de travailleurs.

Sans doute, pensaient-ils continuer tranquillement leur sale besogne. C'est vrai qu'il n'est pas facile pour les travailleurs de lutter contre le chômage.

Mais, il y a un seuil à partir duquel le chômage devient insupportable. Quand tout ferme dans une région ; quand on se retrouve sur le pavé du jour au lendemain après avoir trimé des années ; avec des milliers d'autres ; avec la quasi-certitude de ne pas retrouver de travail avant de longs mois ; alors il arrive un moment où l'on n'accepte plus. Actuellement, à travers la France, des dizaines de milliers de travailleurs n'acceptent plus : à Nantes, à Lyon, à Denain, à Longwy... ils se tournent de plus en plus vers la lutte. Les sidérurgistes lorrains, ceux-là même que les barons de l'acier pensaient «dociles» font preuve en ce moment d'une combativité exemplaire. Ils savent que leur lutte sera dure et longue, qu'il faut d'ores et déjà combattre les réticences, vaincre les hésitations dans leurs propres rangs, qu'ils ont des obstacles nombreux à surmonter. Toutefois, les plus décidés d'entre eux sont passés résolument à l'action. Et quelle action ! Pas un jour ne passe sans que l'on apprenne telle occupation, telle séquestration...

Pendant un moment, la bourgeoisie a regardé les choses venir. Et puis, mardi dernier, les flics... La réaction a été prompte. N'écouter aucun appel démobilisateur, près d'un millier de travailleurs ont donné une riposte énergique à l'agression policière. C'est un aspect apparu il y a peu de temps. On en avait vu des signes à Caen, à St Nazaire, à St Chamond, et tout récemment à Denain. Le caractère de plus en plus radical des actions des travailleurs contre le chômage montre le degré d'exaspération atteint et la combativité qui s'en dégage.

Dans la période qui vient, de nombreuses actions sont prévues à travers la France. Elles témoignent du fait que les sidérurgistes ne sont pas seuls à se poser la question de la lutte. Elles indiquent une montée certaine de la révolte ouvrière et populaire contre le chômage.

A Longwy, «Chômage, raz-le-bol» n'est plus seul sur les murs de la ville. D'autres mots d'ordre ont fait leur apparition. Parmi eux, celui-ci que l'on commence à entendre un peu partout : «Nous irons jusqu'au bout !».

Gérard PRIVAT

DERNIERE MINUTE

Les bureaux de la fonderie de Gorcy, dans le bassin de Longwy, promise à une fermeture prochaine, ont reçus vendredi matin la visite de sidérurgistes en colère. Les lettres de licenciements et divers autres documents ont été brûlés.



Il y a une dizaine de jours, les grévistes de Brissonneau bloquaient le train de Paris en gare de Nantes. Il ne se passe plus guère de jour sans qu'en divers points du pays, routes, autoroutes ou voies ferrées ne soient bloquées par les travailleurs en lutte contre le chômage.

IRAN L'HEURE DE VÉRITÉ



Jeudi, la foule se massait pour accueillir Khomeiny. Mais, vendredi matin, l'armée reprenait position dans les rues. Dans la nouvelle étape qui s'ouvre, l'issue reste incertaine.

Lire en page 16

ERYTHRÉE

«Nous espérons le soutien le plus large des révolutionnaires en France»

Nous déclare Nafi KURDI, représentant en France du Front populaire de libération de l'Erythrée

Lire en page 12



Dans son numéro de février, le journal mensuel de la JOC-JOCF interviewe deux de ses militants, syndicalistes en Lorraine.

Ligny est un bourg de 6 500 habitants, situé en bordure de la RN 4, qui relie Paris à Nancy et Strasbourg, Bar-le-Duc, la préfecture de la Meuse se trouve à 15 km de Ligny.

La première chose que me dit Yvon en arrivant : « Il y a 147 chômeurs à Ligny. Il y a trois semaines, Rouméas a annoncé la liquidation de l'usine : 254 licenciements et une petite boîte : 23 licenciements.

Le compte est vite fait. Les ouvriers de Rouméas occupent l'usine avec le syndicat. Yvon, 19 ans, travaille dans une petite boîte de découpage à Velaines : 28 ouvriers y travaillent : les femmes sont OS sur des presses de 100 tonnes et 40 tonnes, les hommes sont régleurs, ou bien caristes et manœuvres.

Le boulot est infernal : le bruit, la poussière et surtout les cadences et la sécurité.

Yvon raconte : « André, un copain, a eu une main coupée par une presse. Une Algérienne aussi, il n'y a pas longtemps. Et puis cette se-

La Meuse : cadences et licenciements

main, Sylvie devait retirer des copeaux. Elle n'a pas mis ses gants. Elle s'est arrachée la main. A cause des cadences sur les presses, on ne met pas les dents.

Robert, lui, me dit : « Je travaille à Bergère de France à Bar-le-Duc. C'est une entreprise textile. Je fais les 2 x 8 et suis embauché sous contrat de trois mois. J'alimente les machines en laine avec des chariots de 300 kg. Dans ce service, les filles sont aux machines. A la filature, il y a des grands métiers ou « continus ». Sur 40 m de large, il y a des bobines. La laine passe sous

des rouleaux pour qu'elle s'amincisse. Les filles doivent nettoyer les bobines, les rattaquer. Les cadences sont dingues.

« ON A OBTENU UNE PETITE VICTOIRE »

Yvon, dans le feu de la discussion, rajoute : « Il faut lutter pour obtenir quelque chose. On a fait une pétition dans la boîte, signées par tous les gars. On en avait marre et puis les usines autour de nous étaient en grève. On voulait le 13^e mois, une paire de bleu, que la prime de transport soit

augmentée et la participation aux bénéfices de la boîte. Avec les copains, on a été voir le patron. Il voulait fermer la boîte, mais nous n'avons pas cédé et on a obtenu une petite victoire. Il nous a accordé le 1/4 du 13^e mois cette année (on aura la moitié en 79 et entièrement en 1981), une blouse pour les filles ou une paire de bleu et la prime de transport est augmentée en fonction des distances.

On en a profité pour avoir 1/4 d'heure de pause par jour et l'installation d'un distributeur à café dans l'atelier.



Le Parti communiste et l'Occitanie

L'offensive du PCF dans le Midi, liée au refus de l'élargissement du Marché commun, suscite des interrogations. La revue trimestrielle *Front Occitan*, se basant avant tout sur les déclarations du PCF — et non sur ses actes — considère qu'il y a là une évolution positive. C'est un point de vue assez répandu dans certains milieux occitanistes.

A l'initiative de personnalités occitanistes, Robert Lafont, Jean Pierre Chabrol, E. Maffre-Beauge, un manifeste réclamant l'autonomie de l'occitanie circule en Languedoc.

Ce manifeste, alliant la détermination des régions productrices de vin, de fruits, de légumes face à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, à l'occitanisme moderne, se termine par un appel à l'autonomie.

Tout récemment, à l'Assemblée nationale, un parlementaire du Parti communiste a déclaré : « Cet espoir de rassemblement des forces vives de cette région semble être devenu une réalité

comme le prouvent des milliers de signatures qui figurent au bas du manifeste « Mon pays escorjat » lancé par des dirigeants viticoles, universitaires occitanistes, écrivains, pêcheurs, syndicalistes, femmes et hommes ».

Ce qui est important dans tout cela, c'est qu'en nombre, des militants du Parti communiste aient signé ce texte et parce qu'on est loin des vagues reconnaissances culturelles des minorités nationales. Georges Marchais lui-même, en visite dans le Languedoc-Roussillon, déclarait qu'il était « d'accord avec cet appel... » et que si le « Parti communiste a beaucoup enrichi ses positions en matière de pouvoir régional, les signataires veulent mettre un terme à une bureaucratie étouffante. Ils veulent un pouvoir régional pour cette région occitane », mais pas d'un « pouvoir octroyé ». Le PCF ne semble pas hésiter sur les moyens pour s'engager dans un « vaste rassemblement » contre l'Europe. Jusqu'à l'Assemblée nationale où dans beaucoup de débats ses parlementaires citent des revendications occitanistes,

s'appuient sur des paroles de chanteurs occitans (Marti par exemple), fustigent le tourisme comme jamais le PCF ne l'a fait, car si jusqu'à présent il était le champion du tourisme populaire et social, maintenant c'est le « Midi, zone d'accueil, oui ; mais réserve d'indiens, chômeurs ou de retraités chargés du folklore environnement des vacances nordiques, Non ! » (Mme Barbera, député PC - Assemblée nationale, le 14 déc. 1978) ou bien sur l'aménagement du territoire quand il faut dire : « aménager le territoire afin que chacun puisse vivre, travailler et décider au pays, voilà une exigence impérieuse... » (M. Gilbert Millet, député PC du Gard dans le débat sur la loi d'orientation agricole).

Quoiqu'après avoir signé le manifeste réclamant « un pouvoir autonome qui donne à l'espace occitan de nouvelles chances », le Parti communiste a quelque peu reculé pour ne plus parler que d'autonomies régionales. Reprenant la balle, le Parti socialiste, par la voix de Pierre Guidoni, député de l'Aude, s'est prononcé

pour une « auto-administration des régions occitanes, la convergence de leurs luttes, la coordination de leurs institutions et de leurs responsabilités » (Sud-25 nov.)

JUSQU'EN AUVERGNE ?

Occitaniste malgré lui, le Parti communiste dans son hebdomadaire « 7 jours du Puy de Dôme » étale un imposant « Vivre, travailler et décider au pays ». Il est loin le temps

où ce slogan proposé par les seuls occitanistes apparaissait minoritaire entre les minoritaires. Le PC l'a fait sien en Languedoc, un peu en Limousin où avec le mouvement *Volem Viure au País*, il dit : *laissam pas esbolhar lo país*. Qu'attend-il pour le déployer partout, car l'Occitanie ce n'est pas que Montpellier ou Carcassonne, c'est Fos, Nice ou Clermont, le Puy ou Aurillac, cela va de la Provence, à la Gascogne, du Limousin à l'Auvergne...



Marchais en visite dans le Midi



Les hommes de terrain

Le patronat français change de cap. La libération des prix lui enlève certaines de ses attributions. Sa nouvelle tâche : rendre à ses adhérents les services qu'ils réclament.

Pourquoi des changements à la tête du CNPF ? Quelles seront les nouvelles orientations ? L'hebdomadaire *Valeurs Actuelles* est bien placé pour connaître le point de vue du patronat, et pour formuler ses espoirs.

Réunis mardi dernier en assemblée générale, les cinq

cent trente-cinq délégués du patronat ont tranché dans le vif. M. Jacques Ferry ne vas pas seulement quitter la présidence de la Chambre syndicale de la sidérurgie, mais aussi les deux postes qu'il occupait au Conseil national du patronat français : la vice-présidence du Comité exécutif et la présidence de l'importante

commission de politique économique générale.

La raison : la Chambre syndicale de la sidérurgie était le symbole de ce que peut devenir une organisation patronale, en trente ans de collaboration étroite avec l'administration. Ses dirigeants passaient plus de la moitié de leur temps en tractations avec la rue de

Rivoli, pour faire approuver les tarifs pratiqués dans la profession (ils ont continué à le faire, même après que la liberté des prix leur eût été théoriquement rendue à la fin des années soixante), pour négocier des grands programmes d'investissements comme Fos, pour essayer d'obtenir des financements

privilegiés (prêts du FDES notamment). Résultat : la situation catastrophique de la sidérurgie que chacun connaît.

La libération des prix et le rétablissement de la concurrence enlèvent toute raison d'être à de telles activités qui seront même désormais considérées comme illégales (...).

A Demain, à Longwy et ailleurs

LES SIDERURGISTES DISENT OUI AUX ACTIONS EFFICACES

Tout le monde s'accorde à le reconnaître : la mobilisation des sidérurgistes ne s'est pas démentie un seul instant dans les bassins du Nord et de la Lorraine, elle a même franchi un nouveau seuil au cours de la semaine qui vient de s'écouler. Pas un jour sans que des actions de plus en plus décidées ne soient menées : des trains bloqués, des bâtiments administratifs occupés, des wagons de minerai vidés de leur contenu, des autoroutes coupées, des directeurs séquestrés... Giscard et les capitalistes de l'acier ne s'attendaient certainement pas à une telle résistance.

En Lorraine, c'est pour l'instant à Longwy que la volonté de lutte des sidérurgistes s'est le plus développée. Ici, le chômage atteint des proportions insupportables. Laisser passer le deuxième plan acier, c'est condamner Longwy à mort, c'est se condamner soi-même à la déportation, au chômage pour de longs mois, sans certitude aucune de retrouver un travail un jour.

Depuis plusieurs semaines, des équipes de militants, de travailleurs sont sans cesse sur la brèche. Une intense campagne de sensibilisation se poursuit sans relâche, alternant avec les occupations

diverses et les opérations «coup de poing». Partout dans la ville, les mots d'ordre fleurissent sur les murs : «Chômage ras le bol !», «Longwy vivra !». La provocation policière de mardi dernier, si elle avait pour but d'intimider les travailleurs, aura abouti à l'effet exactement inverse.

A l'heure actuelle, on ressent le besoin de faire le point, à Longwy comme ailleurs. Incontestablement le travail opiniâtre fait depuis l'annonce des licenciements a porté des fruits : la frange des travailleurs mobilisés s'est considérablement élargie ; l'idée qu'il est possible de lutter contre le chômage a gagné du terrain. Forts de ces premiers succès, les militants, qui se sont portés à la pointe du combat depuis le début, réfléchissent aux propositions et aux moyens à mettre en œuvre pour poursuivre la lutte, pour la porter à un niveau supérieur. Et tout état de cause, les actions de toutes sortes qui ont eu lieu jusqu'à maintenant vont continuer.

La journée de grève générale décidée par les fédérations syndicales a fait l'objet de nombreux commentaires. Tout le monde s'accorde pour souligner son caractère positif : ce sera l'occasion

de montrer la force et la colère des travailleurs et aussi le moment favorable pour nouer de nombreux contacts entre sidérurgistes des différents bassins. Dans un tel contexte de lutte, cette journée peut avoir un caractère hautement mobilisateur. Tout dépend évidemment du contenu qui lui sera donné, ou de ce que les plus décidés des sidérurgistes parviendront à lui imprimer. De nombreux travailleurs ne cachent pas leur méfiance : «Si c'est pour faire comme le 4 à Nancy ou le 12 à Metz... trois petits tours et on rentre chez soi ! Il est vrai que malgré l'énorme participation à la manifestation de Metz, beaucoup, qui attendaient des propositions offensives — pour cette journée et pour la suite —, sont repartis déçus.

Quoiqu'il en soit, cette journée sera une étape dans la longue lutte engagée par les sidérurgistes du pays-haut avec leurs camarades des autres bassins. Les difficultés ne manquent pas, mais quelque chose s'est mis en marche en Lorraine. «Nous irons jusqu'au bout» proclame fièrement l'un des mots d'ordre qui reviennent le plus souvent. Pour que Longwy vive.

G.P.

A propos d'une campagne

Les événements qui se sont déroulés mardi dernier à Longwy ont provoqué une certaine inquiétude dans la bourgeoisie. Pensez donc ! près d'un millier de manifestants qui s'en prennent au commissariat. De mémoire de bourgeois lorrain on avait jamais vu ça. Le matin, les gars de la Chiers appuyés par leurs camarades d'Usinor avaient déjà copieusement dérouillé les flics municipaux qui les attaquaient.

Exemple dangereux pense la bourgeoisie. Et si les actions radicales des travailleurs de Longwy faisaient école ? Vite, il faut organiser une large campagne «d'information». Il faut trouver des coupables, des mobiles... Il faut «expliquer» que ces actes sont le fait de provocateurs, «d'éléments-étrangers qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs et de la population».

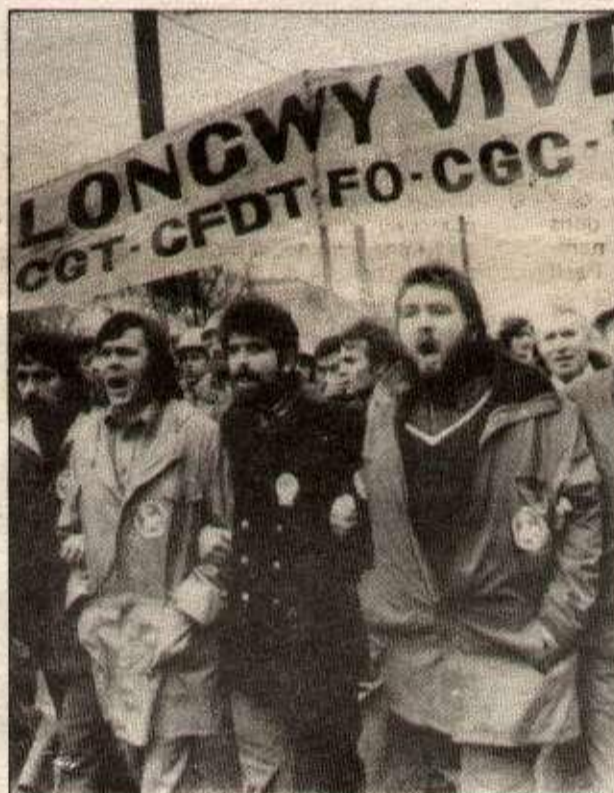
Chacun y va de son petit couplet, de sa déclaration, de son communiqué. A la télévision, dans les journaux, on insinue, on dénonce, on s'indigne, on condamne.

Pourtant, la vérité est toute simple : les travailleurs de Longwy en ont assez du chômage. Ils refusent de laisser les capitalistes massacrer leur région. Ils n'acceptent plus d'être jetés par milliers sur le pavé. Ils ont fait l'expérience des promesses jamais tenues ; ils n'y croient plus. Ils ont fait preuve de patience quand on leur conseillait d'attendre, de reporter sans cesse

à plus tard le moment d'engager la lutte. Résultat : des milliers d'emplois ont été supprimés, le chômage s'est installé avec sa longue suite de misères. Maintenant cela suffit ! Bien sûr, il reste des obstacles à surmonter ; il faut vaincre les hésitations, surmonter les divisions, entraîner chaque jour de nouveaux camarades à la lutte. Mais, les choses sont engagées.

Un qui ne donne pas sa place dans le concert «anti-violence», c'est le PCF. On peut même dire qu'il est en première ligne. Il publie communiqué sur communiqué dans le très réactionnaire *«Républicain lorrain»*, qui d'ailleurs lui ouvre aimablement ses colonnes. Ainsi, le PCF n'hésite pas à parler de coup monté par le pouvoir et exécuté par des «éléments bien connus de la police».

Mais il y a un fait nouveau qui embarasse bien tous les calomnieurs : ça ne prend pas ! sans doute, la question est en débat : «Serons-nous obligés d'en arriver à utiliser largement la force ?» En tout cas, la population de Longwy ne condamne pas la ripostée énergique que les travailleurs ont opposé à l'agression policière de mardi matin. «A Longwy, ce ne sera pas comme à Thionville» disait une femme devant le commissariat à l'adresse de Falchetta, responsable du PCF à Usinor. «Moi, je suis venu pour débattre» se défendait-il. «Nous on est venu pour se battre» concluait un ouvrier.



Communiqué de la section de Longwy-Villerupt du PCR ml

Promesses démagogiques, appels à la concertation, provocations policières ! Tels sont les aspects de la ligne de conduite suivie par le pouvoir pour tenter de briser la volonté de lutte des travailleurs de la sidérurgie, du bassin de Longwy en particulier. Les travailleurs ont répondu à toutes ces manœuvres et avec les organisations syndicales, ils ont multiplié les initiatives. Ils montrent ainsi leur détermination à faire valoir leurs exigences, amplement justifiées par la situation qui leur est faite. Notre Parti se félicite en particulier de l'unité qui se renforce dans l'action et à la base entre les travailleurs de toutes appartenances syndicales et qu'ils soient syndiqués ou non. La grande majorité des travailleurs aspirent à l'unité, mais l'unité pour la lutte, qui leur permette de répondre à leurs exigences, à leurs aspirations. C'est cette unité que notre parti appelle à développer dans le bassin de Longwy et aussi avec les travailleurs des autres bassins sidérurgiques. C'est une des conditions pour que soit remis en cause le deuxième plan acier décidé par le pouvoir.

Section de Longwy-Villerupt du PCR ml

Sur le livre de l'acier...

Depuis le début de l'occupation du crassier géant de Longwy un «livre de l'acier» a été ouvert. Il est en permanence à la disposition des nombreux visiteurs qui veulent y écrire quelques mots. Témoignage de soutien, encouragement à la lutte, cri de révolte, le livre de l'acier est devenu un symbole de la solidarité populaire avec ceux qui luttent. Parmi des centaines d'autres, nous avons relevé quelques témoignages :

— «Je reviendrai ; courage et avec vous de tout cœur, j'espère que d'autres viendront, toujours plus nombreux ; et pour briser les barrières qu'on nous met dans l'esprit».

— «Avec nos camarades de la CFDT ; Longwy vivra !» (des camarades de la CGT).

— «Un militant communiste qui apporte son soutien à tous les militants de la CFDT pour leur courage et leur volonté dans la lutte montrée par l'occupation du crassier qui représente le symbole de milliers et de milliers de travailleurs de Longwy depuis des générations. De tout cœur dans la lutte. Longwy Vivra !» (un acieriste, membre du PCF), «P.S. : si nous n'obtenons rien par les négociations, nous l'obtiendrons par la force et la violence».

— «L'avenir dépend de notre lutte, pour qu'un jour la classe ouvrière soit reconnue telle qu'elle est, capable de gérer un pays. Un mot pour ces militants ouvriers, ces «renagés de l'espoir» (un responsable national de la JOC).

Une ouvrière licenciée de la Chiers a écrit ce poème à partir des lettres SOS LONGWY :

Sise au Nord de la Lorraine
Où le ciel vomit du gris
Sorti droit des cheminées

Long cierge de nos usines
Oublies-tu Giscard la foi
Native de ses enfants
Grandissante lors des deux
guerres

Waterloo sera Longwy
Y meurt qui peut... sans
emploi.

— «Pour renverser le capital, pour le pouvoir des travailleurs».

— «On sera là jusqu'au bout, pour que Longwy vive.»

— «Amitiés» (un camarade de la CGT)

— «Surtout ne baissez par les bras».

«Lutte, espoir, Longwy».

Le «rapport Rasmussen» officiellement critiqué aux USA LA REFERENCE EN SURETE NUCLEAIRE «NON DIGNE DE CONFIANCE»

«Non digne de confiance». Tel est le verdict de la Nuclear Regulatory Commission (NRC), organisme fédéral américain chargé d'édicter les normes de sécurité des installations nucléaires, à propos du rapport Rasmussen, référence internationale en matière d'évaluation des risques inhérents à une centrale nucléaire classique, de type PWR. Le communiqué de la NRC publié il y a deux semaines a fait peu parler de lui. Pourtant, il vient ébranler nombre de certitudes sereinement affichées par les différents ministres de l'Industrie, par les responsables du Commissariat à l'Energie atomique ou d'Electricité de France. D'Ornano, qui comme ministre de l'Industrie avait poussé au développement de l'industrie nucléaire, puis constamment minimisé ses risques une fois installé au ministère de l'Environnement, y faisait fréquemment référence. EDF affirmait récemment que «les Américains, moins que jamais susceptibles de vouloir du bien à nos surrégénérateurs, ont conclu après une longue étude que notre Super-phénix répondait à leurs normes, c'est-à-dire à un niveau de sûreté équivalent à celui des centrales à eau légère qualifiées maintenant de conventionnelles» (Que Choisir-spécial nucléaire). L'organisme US qui avait délivré le «label» en question s'appuyait précisément sur les normes édictées à partir du rapport Rasmussen !

L'approche probabiliste de la sûreté

Il y a deux façons de traiter de la sûreté d'une installation industrielle ou scientifique : chercher de façon exhaustive toutes les possibilités de défaillances en prévoyant leurs conséquences et supprimer de façon sûre chacun de ces risques par une modification de l'installation ou l'adjonction de dispositifs de sécurité adaptés. Cette approche est irréaliste dès que la complexité de l'installation dépasse un certain niveau : les risques de défaillance sont très nombreux - même s'ils sont faibles - et l'évaluation complète de leurs conséquences n'est pas possible. Aussi doit-on recourir à une approche probabiliste. Schématiquement, il s'agit pour chaque risque relevé, de lui attribuer une probabilité, puis d'évaluer le degré de dépendance (1) du risque en question avec les autres afin de déduire la probabilité de telle ou telle conséquence. Cette démarche part du postulat qu'il n'est pas possible d'avoir une connaissance exacte de toutes les conséquences possibles de toutes les défaillances possibles, ce qui est conforme à la prati-

que. L'approche probabiliste n'est donc pas critiquable quant à son fond, à condition qu'il respecte les principes de calcul des probabilités. En particulier la dépendance ou l'indépendance de tel et tel risque peut profondément modifier les résultats. D'autre part, le résultat final s'exprimant en terme de probabilité, devra entraîner un choix politique. Pour prendre un exemple, les ingénieurs chargés de concevoir une chaîne de fabrication et la cadence optimale seront amenés à évaluer le risque d'accidents du travail. Le choix d'une cadence se fera entre autres en fonction d'une probabilité d'accidents jugée «acceptable» par le patron (celle-ci sera choisie en rapport avec son influence sur la productivité, bien sûr...).

Le rapport Rasmussen, dans ses diverses versions, a utilisé la méthode probabiliste, déjà mise en œuvre pour les programmes Gemini et Apollo de la NASA (2). Le flot de critiques émises chez les scientifiques américains n'a d'ailleurs pas porté sur la méthode de fond.

Un ardent partisan du nucléaire

La première critique portée au rapport concerne son responsable : le professeur Rasmussen, directeur du département d'ingénierie nucléaire de l'Institut de Technologie du Massachusetts. Eminent spécialiste de la conception des réacteurs, le professeur est aussi à la tête d'une croisade contre les «écologistes de tout poil» dans son pays. Un tract distribué en Europe en 1975 par une secte, pour nous insuffler

l'esprit de la croisade en question, citait cette intervention de l'universitaire lors d'un meeting près de Chicago : «Il est temps que ces idiots congénitaux nous laissent tranquilles. Nous devons, pour l'avenir de la civilisation, leur mener une vraie guerre.» Si l'indépendance a une certaine importance en matière de probabilité, elle devrait aussi en avoir pour le choix des hommes dont le travail sera sen-

sé faire autorité. La même critique est à porter aux responsables français de la sûreté nucléaire, tous responsables d'organismes ou d'entreprises vivant du nucléaire.

Des données contestables

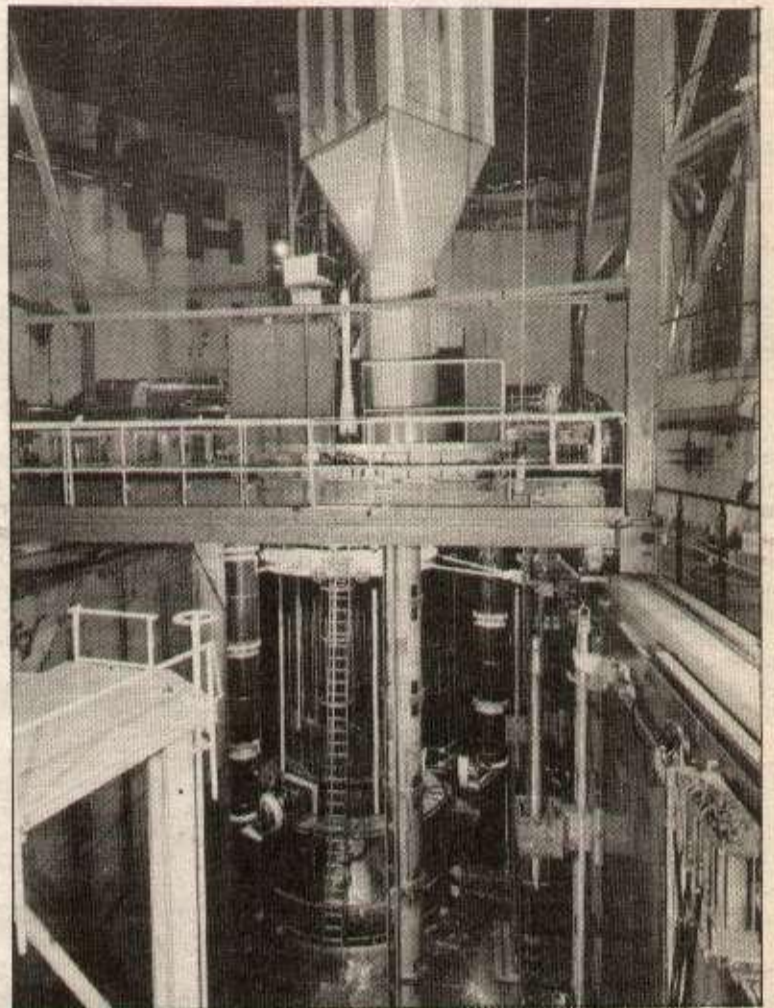
Une autre série de critiques furent objectées sur l'hypothèse d'indépendance des différents risques pris en compte. L'accident survenu à la centrale de Brown Ferry (États-Unis, mars 1975) l'illustre bien : l'incendie qui a ravagé les deux réacteurs en plein fonctionnement est la suite d'un enchaînement d'incidents apparemment indépendants : un employé contrôle d'éventuelles fuites dans des canalisations avec une bougie (alors qu'il est interdit de fumer dans l'enceinte). Un circuit électrique prend feu : les câbles n'étaient pas en matériau combustible. Tous les circuits de secours sont mis hors d'usage : il se trouve qu'étaient regroupés à cet endroit les alimentations de tous les circuits de secours. Le résultat fut l'emballement d'un réacteur pendant sept heures, stoppé in extremis. Le rapport Rasmussen postulait que les circuits de secours étaient totalement indépendants, et donc que leur mise hors d'usage simultanée était très peu probable.

Des incertitudes incertaines

Enfin, les résultats chiffrés du rapport, que ce soit dans sa première version (WASH 74) et sa seconde, publiée en 1975 n'étaient pas accompagnés des incertitudes découlant de la non connaissance exacte de certaines données. Par exemple, aucune «fourchette» (3) n'était donnée quant au résultat le plus mis en avant : pour cent réacteurs installés, la probabilité sur une année d'un accident tuant plus de cent personnes serait de 1/10 000 (un accident plus grave entraînant la mort de dix mille personnes aurait une chance sur dix millions de se produire). Comme plusieurs données sont le résultat d'estimations, l'incertitude sur le résultat pourrait être très importante.

La croisade engagée par le professeur Rasmussen n'a pas, semble-t-il, gêné la NRC puisque celle-ci a réaffirmé «sa confiance en la méthodologie de base» élaborée par le dit professeur.

Les raisons de cette remise en cause - l'équivalent en France



Centrale nucléaire de Fessenheim : vue du réacteur N° 1 en cours de chargement.

n'étant pas imaginable - mériteraient d'être analysées. Que le rapport Rasmussen ait intégralement été rendu public y est certainement pour quelque chose : dès 1974, une critique minutieuse du WASH 74 avait été publiée par des scientifiques californiens. Les déboires techniques des programmes Gemini et Apollo, dont les calculs de fiabilité utilisaient les mêmes méthodes, ont incité à la méfiance.

Réagira-t-on en France ?

Les études de sûreté menées en France l'ont été indépendamment du rapport Rasmussen. Cependant, aucun travail comparable par son ampleur n'a été réalisé pour les réacteurs PWR sous licence US, qui représentent 90 % du programme français et ont précisément été étudiés dans le rapport. On peut donc penser que celui-ci a été pris en compte, avec quelques réserves pourtant, puisque le CEA a mené un programme d'expériences sur certaines parties des réacteurs. En ce qui concerne Superphénix, pour lequel on prévoit beaucoup de grands frères, il n'existe aucune référence du même ordre, EDF affirmant même (Que Choisir, spécial nucléaire) : «Que les effets

de la force des mouvements de défense de l'environnement et l'opiniâtreté de leur combat, sur le plan juridique en particulier, ont aussi pesé dans la désignation d'une équipe d'experts indépendants qui a finalement critiqué le rapport. Enfin, les hésitations de l'industrie US en matière d'exportation de centrale et de politique énergétique ont pu jouer.

dangereux des plus graves accidents qu'on ait pu imaginer se verraient contenus à l'intérieur de l'enceinte de confinement, construite pour cela.» Le rapport Rasmussen pourtant «non digne de confiance» avait le mérite de donner une probabilité d'accident avec effet aux alentours. EDF parle de certitudes.

En toute logique, on devrait assister à une redéfinition dans notre pays des spécifications concernant la sûreté nucléaire.

L'expérience du passé, que ce soit dans ce domaine ou pour la prévention de la pollution pétrolière incite à penser le contraire.

Eric BREHAT

(1) Lorsque des événements sont indépendants, la probabilité qu'ils se produisent simultanément est le produit des probabilités de chacun. Par exemple la probabilité d'obtenir deux faces en lançant deux pièces de monnaie est de un quart. Si les événements sont dépendants, la probabilité qu'ils se réalisent simultanément peut être bien supérieure. Par exemple, la probabilité de contracter un cancer de la plèvre est très faible pour un adulte pris au hasard dans la population française. Mais si l'individu est pris parmi les ouvriers travaillant dans l'amiante, la probabilité en sera beaucoup plus forte. Le fait de contracter un cancer de la plèvre et celui de travailler dans l'amiante sont donc les événements dépendants. Leur degré de dépendance (on dit aussi leur coefficient de corrélation) n'est évaluable

qu'à partir de données statistiques expérimentales.

(2) Deux cosmonautes ont péri brûlés dans leur capsule Gemini lors d'une expérience à terre. D'autre part, lors du premier vol Apollo, l'équipage avait dû opérer à la rentrée dans l'atmosphère «à la main». Ces deux accidents infirmaient l'étude de fiabilité.

(3) La «fourchette» consiste à donner non pas seulement le chiffre obtenu par un calcul, mais aussi la marge d'erreur qu'il comporte. Par exemple, on n'indique pas seulement sur la base d'un sondage qu'un parti obtiendra 32 % des voix, mais qu'il PEUT OBTENIR ENTRE 30 et 35 %. On comprend l'importance, en matière de sécurité d'une installation, de connaître le haut de la «fourchette».

Une nouvelle étape vendredi

LA LONGUE MARCHÉ DU PS VERS SON CONGRES

Vendredi, une nouvelle étape a lieu dans la longue marche du PS en direction de son congrès. Cette nouvelle étape, c'est la réunion de la Commission Jacquet, du nom de celui qui l'a proposé, et qui doit, en principe, rechercher les possibilités d'un accord entre les courants de Mitterrand et de Rocard. L'échec est quasiment assuré, mais il se trouve encore des militants pour tenter l'impossible.

S'il est un grief qu'on ne peut pas faire au parti socialiste, c'est celui de ne pas préparer son congrès. Depuis le mois de décembre, les militants sont mobilisés par de multiples réunions destinées à discuter d'un congrès qui n'aura lieu que dans trois mois, les 6, 7 et 8 avril. Que ce soit à la base ou dans les milieux dirigeants, chaque courant organise ses propres réunions, auxquelles s'ajoutent les réunions de sous-courant, plus les réunions par secteurs, etc. Bref, on parle beaucoup au PS. Et on n'avance pas. C'est sans doute ce repli sur les discussions internes qui a motivé la conférence de presse tenue mardi par Mitterrand. A l'approche des cantonales, celui-ci a voulu rappeler que le PS se devait aussi d'intervenir sur les problèmes du moment, d'où l'annonce d'une espèce de contre-plan Barre, destiné à alimenter la pro-

pagande socialiste. Il faut cependant croire que la force d'attraction des problèmes internes est immense, puisqu'aussitôt les propos du Premier secrétaire ont été interprétés comme une tactique préparatoire au congrès.

CONTRIBUTIONS, MOTIONS, COURANTS...

Le prochain rendez-vous du PS, après la réunion de vendredi, est la réunion du Comité directeur qui doit se tenir le 11 février. Au soir de cette réunion, on saura véritablement quelles sont les lignes en présence au congrès. Pour comprendre les choses, il convient de rappeler le processus de préparation du congrès socialiste. Jusqu'ici, les dirigeants du PS ont fourni des «contributions»: il s'agit de textes politiques, soit généraux, soit concernant un point précis, dont le but n'est rien d'autre que d'alimen-

ter la discussion des militants. Le Comité directeur prendra acte de ses «contributions», et les transformera en «motions». A ce jour, si Rocard et Mauroy ont mis au point une «contribution» commune, Mitterrand, lui, n'a rien avancé. Ses partisans ont déposé plusieurs contributions. La semaine prochaine, ils vont se réunir pour fusionner ces différentes «contributions» et les transformer en une «motion» que signera Mitterrand. On peut s'attendre à ce que quatre «motions» sortent du Comité directeur: celle de Mauroy-Rocard, celle de Mitterrand, celle de CERES, et celle de Pierret, en rupture de CERES. Il ne s'agit pas pour autant de «courants». Ce n'est qu'à l'issue du congrès, si aucune synthèse n'est intervenue avant, que seront constitués les «courants».

Qui dirigera le PS après le congrès d'avril? Bien malin qui pourrait le dire. Dans l'imbricatio organisationnel du PS, les clivages politiques, bien réels, s'estompent au profit d'affrontements dont les militants, malgré leurs multiples réunions, ont du mal à comprendre les tenants et les aboutissants.

Propos aigres-doux entre le PCF et E. Maire

NATIONALISME ? VOUS AVEZ DIT NATIONALISME ?

Dans une interview publiée par *France-Soir* le 1^{er} février, Edmond Maire revenait sur la question de l'Europe. Il réaffirmait les positions de la direction confédérale de la CFDT, en faveur de la «démocratisation» de l'Europe, et son élargissement. Il ajoutait: «La xénophobie et le nationalisme dont font preuve nos camarades communistes risquent d'avoir de graves conséquences pour l'ensemble de la classe ouvrière! Où se trouve dans tout cela l'internationalisme ouvrier?» Il faut croire que l'attaque a touché juste, à en juger par la réaction du PCF: une très solennelle déclaration du secrétariat du Comité central, publiée dans *l'Humanité* de jeudi. Outre quelques justifications, on y lit que Maire «prend l'initiative d'une grave manœuvre de division en se livrant à une violente attaque contre les communistes», ou encore: «En recourant comme il le fait à l'anticommunisme, Edmond Maire perd son sang-froid. Il se rend compte que la bataille des communistes pour une France libre et indépendante dans une Europe démocratique a une résonance profonde au sein de notre

peuple». On pourrait retourner l'argument: si la direction du PCF éprouve le besoin de répliquer de cette manière, n'est-ce pas que sa campagne nationaliste et chauvine est de plus en plus mise en évidence, et perçue comme telle? Du «Fabriquons français» aux couplets antiallemands, le PCF mène en ce moment une campagne nationaliste que les arguments de défense de l'indépendance nationale cachent bien mal. L'argument vaut aussi pour la direction de la CGT. Comme par hasard, Séguay aussi se déclare offusqué par les propos de Maire. Il

s'étonne que «la CFDT ne fasse aucune distinction entre ouvriers allemands et grandes firmes capitalistes d'outre-Rhin». Peut-être. Mais alors, que doit-on penser de la propagande du PCF consistant à ne faire aucune différence entre les travailleurs français et les industriels qui soit-disant «fabriquent français»? Il y a certes dans cette polémique un aspect politicien: tout est bon entre PCF et PS, y compris par directions syndicales interposés. Mais il faut bien appeler un chat un chat, et la propagande du PCF sur l'Europe une propagande nationaliste.

Marchais sur la défensive

Marchais tenait jeudi une conférence de presse pour clôturer la «journée d'étude». Le secrétaire général du PCF n'a pas osé se désolidariser des actions offensives des sidérurgistes lorrains, moins encore que ses amis de la fédération de Meurthe-et-Moselle.

En second lieu, Marchais a annoncé qu'à l'Assemblée il s'opposerait au projet de loi gouvernemental visant à imposer un quota de 20% de femmes aux élections municipales.

Enfin, il a confirmé que les candidats de son parti se désistèrent automatiquement pour les candidats de gauche les mieux placés lors du deuxième tour des prochaines cantonales.

INFORMATIONS GENERALES

Martigues (Bouches-du-Rhône)

MEETING DE SOUTIEN A YOUSSEF SASSI

Mercredi 29 janvier à 20 heures trente, trois à quatre cent personnes étaient venues à la salle du Grès, à Martigues, en soutien à un travailleur tunisien habitant Martigues, Youssef Sassi.

Son histoire est édifiante: tout a commencé à la gare de Marseille le 29 décembre 1978 où la validité de sa carte de séjour fut contestée par un guichetier de la SNCF. Youssef demanda à deux agents de police qui passaient d'attester que ses

Le comité de soutien qui s'est créé à Martigues pour que la lumière soit faite sur cette affaire et pour empêcher l'expulsion, inaugura le meeting, rappelant les actions déjà entreprises: certificat médical attestant les violences subies par Youssef, conférence de presse, pétition, bons de soutien financier.

Ce comité, organisateur du meeting comprend diverses organisations: ASTIF, Union locale CFDT, LCR, OCT, PS, PSU, PCR ml, PCML, UCF, comité Larzac et groupe de femmes: il est soutenu régionalement par le MRAP et la Ligue des Droits de l'Homme.

Puis l'avocat de Sassi, maître Cohen d'Aix-en-Provence, démontra que le

dossier d'expulsion était vide et que les accusations ne tenaient pas debout. Ensuite le MRAP rappela les violations permanentes des Droits de l'homme qui ont eu lieu un peu partout dans le monde; puis il fit un plaidoyer pour une police «propre», ne craignant pas de dénoncer la moindre bavure. Ce en quoi il n'était pas suivi par toute la salle!

Un petit film en super 8, très vivant fut ensuite projeté, montrant des coupures de journaux au sujet d'expulsion et crimes racistes, et puis Youssef conta son histoire. On voyait ensuite une interview du Comité antiexpulsion de Salon, et le film montrait le chômage que subissent les immigrés,

papiers étaient en règle. Ceux-ci l'emmenèrent aussitôt au commissariat pour vérification d'identité. Là, la vérification se transforma en garde à vue, avec tabassage, sévices sexuels, le tout assorti d'injures racistes. Youssef a décidé de ne pas se taire sur ce qui s'est passé. Le 5 janvier 79, il porte plainte. La réaction des autorités ne s'est pas fait attendre: le 6 février, il doit comparaître devant la commission d'expulsion pour «troubles de l'ordre public»!

premières victimes de la crise. Puis l'intervention du Comité antiexpulsion de Salon devait entre autre bien montrer le déchirement qu'entraîne une expulsion avec le témoignage d'un jeune immigré de Salon, ayant vécu 20 ans en France, expulsé pour un délit mineur, ayant décidé de partir en Algérie dans les jours suivants pour ne plus avoir «à jouer à cache-cache avec la police». Il soulignait les difficultés d'adaptation à une vie différente de celle qu'il avait toujours connue, le déchirement familial, et l'aide qu'il ne pourrait plus apporter à ses parents, par exemple à propos de papiers ou pour aller voir les professeurs de ses frères et sœurs.

L'intervention de l'Union locale CFDT précisa que les brutalités policières révélaient la volonté de la bourgeoisie de faire supporter la crise en particulier par les travailleurs immigrés. Elle montra l'hypocrisie de la campagne anti-raciste de Barre. Une semaine de dialogue, 52 semaines de répression... Elle s'opposa à la division Français-immigrés face à la crise voulue par le pouvoir, en ce sens qu'elle expliqua qu'il fallait aussi défendre les droits des travailleurs à s'organiser pour la lutte et à atteindre leurs droits syndicaux. Elle rapela le meeting fasciste de l'eurodroite qui s'était tenu à Marseille avec comme mots d'ordre: «Un million et demi de chômeurs = un million

et demi de travailleurs immigrés en trop», qui s'était tenue avec un soutien important de forces de police. Enfin, la discussion était ouverte: une intervention dans la salle soulignait que bien que Youssef était syndiqué CGT depuis 1968, aucun soutien n'avait été apporté par ce syndicat et même que le syndicat CGT de la police avait décidé de porter plainte pour diffamation, si la plainte de Youssef, n'était pas retirée. Le meeting se terminait sur des propositions d'actions: se retrouver nombreux le 6 février à Marseille pour entourer Youssef lors de la commission d'expulsion.

Corr. MARTIGUES

● Cokerie de Carling : encore un ouvrier tué

Un ouvrier a été tué à la cokerie de Carling en Moselle. Il a été heurté par un wagon. Il avait 23 ans.

● Rouge contraint à redevenir hebdomadaire

Le quotidien *Rouge* journal de la LCR est paru pour la dernière fois ce week-end. La décision de revenir à l'hebdomadaire était connue depuis plusieurs semaines et a été confirmée par le récent congrès de la LCR.

Par ailleurs, le journal *Libération* déclare pour sa part, avoir à faire face à 19 inculpations en ce moment. Les frais de justice représentent une part importante de son budget.

Communiqué

Le Mouvement écologique de Tournus et le Mouvement régional antinucléaire appellent à une révision d'information sur le nucléaire :

samedi 3 février, à 15 heures, salle capitulaire à Tournus à 20 heures studio 0 (derrière mairie) à Chalon



Nafi Kurdi dans les bureaux parisiens du FPLE. Au mur, une affiche dénonce le «socialisme» du napalm.

«Deux mois après le début de la cinquième offensive éthiopienne déclenchée contre le peuple érythréen, et placée sous le commandement direct du haut état-major soviétique, Nafi Kurdi, représentant en France du Front populaire de libération de l'Erythrée, nous rappelle ici, dans une déclaration, les données de la situation. Nafi Kurdi estime notamment que, malgré des revers temporaires, liés à l'ampleur des moyens mis en œuvre par les agresseurs, les acquis de la lutte du peuple d'Erythrée pour son indépendance, ne sauraient être remis en question.

«Le peuple érythréen possède aujourd'hui une avant-garde résolue et lucide, avec une ligne révolutionnaire, pour conduire la lutte de libération nationale de notre peuple jusqu'à son terme. Grâce à un programme juste et à son application pratique, le FPLE a éveillé puissamment l'esprit patriotique de tout le peuple, mobilisé la force immense de la paysannerie, l'associant à celle de la classe ouvrière, et réalisé entre elles une solide alliance qui est le fondement d'un front national démocratique, très large, la base du pouvoir populaire.

L'objectif de la lutte héroïque que mène le peuple érythréen, n'est pas la simple acquisition d'un drapeau ou d'un hymne national, c'est surtout une transformation sociale, l'édification d'un État national réellement indépendant et progressiste. Conscient du fait que la violence des oppresseurs ne peut être vaincue que par un raz-de-marée révolutionnaire, le FPLE ne ménage aucun effort pour organiser, mobiliser et armer les masses populaires afin de mener à bien les tâches de libération de l'homme et de la terre.

«EN DEPIT DES QUELQUES REVERS QUE NOUS AVONS SUBIS»

Aujourd'hui, un pouvoir populaire est instauré dans nos zones libérées qui, en dépit des quelques revers que nous avons subis récemment, sont constituées par la campagne et certaines villes, grandes et petites, telles que Nacfa, Afabet, etc. Le FPLE a déjà édifié, aux différents échelons, des conseils populaires, émanation de la volonté des organisations de masses, ouvrière, paysanne, de femmes, de jeunesse et d'étudiants. Il a mis en œuvre une réforme agraire, construit des petites industries et

ERYTHREE : «NOUS ESPERONS LE SOUTIEN LE PLUS LARGE DES REVOLUTIONNAIRES EN FRANCE»

nous déclare Nafi Kurdi, représentant en France du Front populaire de libération de l'Erythrée.

«Même sans aide extérieure, nous éduquons notre jeunesse dans un esprit internationaliste... «Les organisations de masse éthiopiennes ont été vidées de leur contenu»... «Les USA et l'Europe attendent que les MIG et les T 54 en finissent avec notre peuple»

des ateliers d'artisanat. Il a créé six grands hôpitaux, vingt dispensaires, et six cents combattants ont été répartis en groupes médicaux ambulants. Il a liquidé l'analphabétisation au sein de notre armée populaire, formée de 4 500 cadres, notamment des femmes; c'est ainsi que dans 150 villages, des classes ont été ouvertes, permettant la scolarisation de 20 000 enfants, tandis qu'un internat accueille à lui seul plus de 2 400 enfants: fils de combattants, de martyrs ou de réfugiés. Il a organisé la vie culturelle de notre peuple, et ses milices d'autodéfense. Il a également aménagé environ 2 000 kilomètres de routes.

Le FPLE a pu réaliser tout cela sans aide extérieure, en comptant sur lui-même, presque jusqu'à l'autarcie, mais il n'en éduque pas moins la jeunesse dans un esprit internationaliste, et de solidarité avec les peuples et nations qui luttent contre l'impérialisme et les grandes puissances, en premier lieu avec les peuples éthiopiens et palestiniens.

«LA JUNTE ETHIOPIENNE N'A PAS TIRE LA LEÇON DU PASSE»

Aujourd'hui, quatre ans après le coup d'État des militaires en Éthiopie, des révolutionnaires, des patriotes éthiopiens, croupissent dans les geôles du régime fasciste du DERG. Beaucoup d'autres ont été fusillés, ou contraints à l'exil; les organisations de masses, véritable moteur de ce qui était la révolution éthiopienne, vidées de leur contenu, purgées de leurs représentants élus, ne sont plus que des pantins du régime éthiopien de la terreur.

Les militaires au pouvoir à Addis-Abeba n'ont pas tiré la leçon des échecs du régime rétrograde de Haïlé Sélassié, qui s'est effondré en 1974, principalement sous les coups de notre lutte de libération nationale. Le DERG, aux prétentions socialisantes, s'est révélé encore plus chauvin pour défendre coûte que coûte l'héritage annexionniste rebaptisé «république socialiste». Doté par l'Union soviétique d'un formidable arsenal de guerre, le régime sanguinaire de Mengistu, avec le soutien direct et massif de l'URSS, persiste à vouloir écraser notre lutte de libération nationale, vieille de dix-huit années. Durant vingt-trois années, le régime féodal de Haïlé Sélassié a reçu de ses protecteurs américains 150 millions de dollars d'aide militaire. L'URSS, relayant les USA, a accordé au régime fasciste de Mengistu, plus d'un milliard de dollars, et cela en moins de deux ans.

«LES USA ET L'EUROPE ATTENDENT QUE L'URSS NOUS ECRASE»

Il est des points du globe où les grandes puissances se battent de façon meurtrière par peuples interposés, pour affirmer leur influence respective. En Érythrée, elles se reconnaissent mutuellement le droit de génocide et de massacre. Quand les Américains étaient maîtres en Éthiopie et que, dans la célèbre base de Kagnaw Station, installée dans notre capitale Asmara, stationnaient 4 500 GI's, l'URSS laissait les bombes et le napalm américains, écraser le peuple érythréen. Aujourd'hui, alors que les Soviétiques sont à pied d'œuvre dans notre pays, les

USA et l'Europe attendent que les MIG et les T 54 en finissent avec notre peuple. C'est paradoxalement parce que cette vérité est devenue plus évidente, alors que tombe le masque internationaliste dont l'URSS s'est parée, que nous autres, Érythréens, en changeant d'ennemi, n'allons pas pour autant changer d'amis. La volonté de notre peuple de mener sa lutte libératrice jusqu'à l'instauration d'un État national démocratique et indépendant, ne fléchira jamais.

Lors de l'offensive de l'été dernier, l'URSS et Cuba, qui avaient fourni un appui logistique considérable au DERG, ont pu mesurer la volonté et la combativité de l'armée populaire du FPLE. Bien que les forces d'occupation éthiopiennes soient puissamment armées et numériquement supérieures aux nôtres, l'Union soviétique a été convaincue que sans sa participation directe et brutale, ses fantoches ne pourraient pas remporter leur cinquième et sanglante offensive. Depuis le 18 novembre dernier, 120 000 soldats éthiopiens appuyés par l'aviation, les chars, les blindés, l'artillerie, les missiles 122 mm, les «orgues de Staline», encadrés et dirigés par 300 officiers supérieurs soviétiques, dont 13 généraux, font pleuvoir sur notre pays un déluge de fer et de feu pour détruire notre peuple et sa révolution. De ce fait, 176 villages ont été détruits, totalement ou partiellement, 13 000 civils ont été tués ou blessés, de vastes zones de terres cultivées, brûlées et le bétail décimé. Tandis que cent mille personnes ont fui les lieux des combats pour se cacher dans les montagnes.

Si cela est un malheur, notre victoire n'en reste pas moins grande. 1 100 soldats éthiopiens ont été tués, un hélicoptère abattu, avec quatre membres de son équipage soviétique, tués; 300 camions militaires, 96 chars ou blindés ont été détruits, une quantité considérable d'armements et de munitions saisis. A

l'heure actuelle, le FPLE possède plus d'une soixantaine de chars ou de blindés capturés à l'ennemi, et le nombre de prisonniers éthiopiens qu'il détient s'élève à 9 000.

LA LOGIQUE DE L'URSS

L'Union soviétique qui a soutenu à l'ONU, il y a vingt-huit ans, le droit à l'indépendance pour notre pays, fait aujourd'hui couler le sang de notre peuple. La mémoire lui ferait-elle défaut? Non. L'URSS veut s'empresser d'asseoir sa domination en mer Rouge, sur les rives occidentales de laquelle l'Erythrée possède 1 200 kilomètres de côtes. Les intérêts stratégiques de l'Union soviétique justifient qu'elle fasse table rase des droits nationaux de notre peuple.

Dans la phase actuelle, l'anti-impérialisme qui avait fait surgir des générations de militants depuis dix ans, connaît dans les pays occidentaux un certain désarroi, des difficultés, du fait de l'attitude de régimes qui prétendent l'incarner. Mais la lutte de notre peuple est révélatrice. Elle démontre qu'il n'y aura pas de véritable libération nationale, de véritable nouvelle société si l'on ne reste pas réellement à l'écart des trafics d'influence, des raisons d'État quelles qu'elles soient, et notamment celles des superpuissances.

La géographie et les circonstances historiques ont placé notre pays à l'un des nœuds les plus importants de l'affrontement des peuples avec l'impérialisme et les grandes puissances. Ce destin écrasant, notre peuple est déterminé à le forger à sa manière quoi qu'il arrive, à combattre l'oppression et la politique de domination d'où qu'elle vienne.

Voilà pourquoi nous espérons le soutien le plus large des révolutionnaires en France et de toutes les forces progressistes et démocratiques du monde entier.»

Une assemblée populaire en zone libérée



Après le retour de Khomeiny

L'IRAN
A L'HEURE DE VÉRITÉ

Quatre à six millions de personnes, selon les dépêches, se sont déplacés pour accueillir Khomeiny, pour son retour après 15 ans d'exil. Pendant le vol qui le ramenait en Iran, l'ayatollah a fait déclarer par l'intermédiaire de son porte-parole Sadek Ghotbzadeh, qu'un «gouvernement révolutionnaire serait proclamé d'ici deux ou trois jours», et il a réaffirmé que l'opposition religieuse se refuserait à tout

dialogue avec Bakhtiar. Ce dernier a déclaré cependant son intention de rester à son poste, se parant de la «légalité» de son gouvernement. D'autre part, en prévision d'affrontements qui pourraient se produire avec l'armée, l'opposition religieuse a affirmé jeudi matin qu'elle procédait actuellement à des distributions d'armes à la population, dans tout le pays.

Les «dernières volontés» du Shah



Selon la chaîne de télévision américaine «CBS», le Shah, avant son départ d'Iran, aurait demandé aux chefs de l'armée de ne pas reculer devant une guerre civile, et de recourir à l'action armée pour assurer le maintien de son régime. La démonstration de force de l'armée, mercredi, défilant plusieurs heures au cœur de la capitale iranienne (notre photo) venait rappeler que les généraux iraniens étaient bien décidés à peser sur l'évolution de la situation.

C'est aux cris de «Vive Khomeiny, à mort Bakhtiar !» que le chef de l'opposition religieuse a été accueilli jeudi. Dans la foule massée des deux côtés de la route empruntée par Khomeiny des milliers de portraits de l'ayatollah et des centaines de banderoles étaient brandies. Le cortège a mis trois heures pour parcourir les 32 km qui mènent de l'aéroport au cimetière de Beheshtezahra où l'hommage a été rendu aux martyrs du soulèvement populaire. Puis Khomeiny est allé dans un hôpital pour rendre visite aux victimes des dernières manifestations. Il restera deux jours à Téhéran, avant de se rendre à Qom où il résidait avant son départ en exil. Dans sa première allocution, il a notamment déclaré : «Les immenses difficultés que vous avez affrontées dans l'unité nous ont amenés au bord de la victoire. Il reste un pas à franchir... Le Shah a ruiné le pays, il a vendu l'armée à l'étranger. Notre victoire totale sera assurée le jour où nous aurons brisé toutes ces dominations étrangères qui essaient de le faire revenir et de sauvegarder le régime monarchique».

UN PAS DÉTAILLÉ

Le pas à franchir dont parle Khomeiny est en effet de taille : le départ du Shah acquis, reste l'abolition de la monarchie et donc le renversement du gouvernement que celle-ci a finalement mis en place. Le porte-parole de Khomeiny a annoncé qu'un «gouvernement islamique serait proclamé d'ici deux ou trois jours» et qu'il est décidé à «frapper Bakhtiar à la figure».

Mais, des réactions de l'armée, qui appuie actuellement le Premier ministre, Bakhtiar, ne sont nullement exclues. Après avoir tenté de tirer parti des contradictions qui ont surgi au sein de l'armée et même de chercher des appuis en son sein, tout en parlant d'un éventuel recours à la lutte armée, il semble que l'opposition religieuse craigne de plus en plus sérieusement aujourd'hui une réaction de l'armée. Si l'on en croit les propos tenus jeudi par un proche de Khomeiny, des distributions d'armes auraient lieu actuellement dans tout le pays : «l'ordre de les utiliser n'a pas encore été donné, a-t-il dé-

claré, mais l'heure est proche».

Aujourd'hui, pour l'Iran une nouvelle étape s'ouvre. Le départ du Shah — au moins provisoire — puis le retour de l'ayatollah Khomeiny en Iran, après avoir été contraint, quinze ans durant, à l'exil, reflètent la puissance du mouvement qui s'est développé depuis plus d'un an contre le régime des Pahlévi, l'isolement dans lequel celui-ci s'est trouvé placé et les reculs auxquels il a été contraint. Jusqu'ici Khomeiny a fait figure de porte-drapeau du mouvement : ceci est étroitement lié aux conditions historiques dans lesquelles la lutte contre le Shah s'est développée. Ces conditions, on le sait, sont notamment la place spécifique de la religion musulmane chiite avec ses traditions contestataires à l'égard des régimes régnant successivement à Téhéran, les grandes difficultés qu'ont rencontrées les partis politiques d'opposition en général, et les révolutionnaires tout particulièrement pour s'organiser face à un pouvoir réprimant systématiquement, pendant des décennies, toute liberté

d'expression et faisant la chasse aux tentatives d'organisations clandestines, le passif ainsi pour l'influence du marxisme-léninisme dans le pays, qu'ont représentées les trahisons successives des luttes populaires par le parti révisionniste Toudeh, etc. Dans ces conditions, le mouvement religieux a pu jouer, dans une large mesure, le rôle de catalyseur de la lutte contre le Shah. Un fait matériel aussi simple que celui-ci : les mosquées étaient le seul lieu où un discours «contestataire» longtemps voilé, était toléré, est loin d'être négligeable.

Aujourd'hui, avec le retour de Khomeiny, le problème est posé de savoir quel type de combinaison politique peut être trouvé, quel type de compromis les leaders religieux pourraient accepter, notamment avec l'armée.

Lorsqu'est ouverte ainsi, aujourd'hui plus nettement, la position de quel gouvernement pourrait voir le jour en Iran dans la période à venir, le problème de la base de classe du courant religieux est posé aussi avec plus d'acuité. Représentant les intérêts de fractions de la

bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, quelles réponses le clergé chiite apportera-t-il aux revendications et aspirations des masses ?

Quelle tolérance observeront-ils vis-à-vis des forces révolutionnaires qui ont fait l'unité avec le mouvement religieux dans la lutte contre le Shah, mais, qui n'entendent pas, aujourd'hui, aliéner à ce mouvement leur propre expression, leurs propres objectifs de lutte. D'autant que les chefs de l'armée, ainsi que les superpuissances, ne désespèrent pas de réaliser des compromis à leur avantage, avec certains tenants du mouvement religieux. C'est notamment en fonction de la place qu'occupera le prolétariat dans les luttes à venir, de l'influence que pourront exercer les organisations révolutionnaires préoccupées de l'ensemble de ses intérêts de classe, que tel ou tel marchandage pourra être ou non mis en échec, que l'indépendance et la démocratie en Iran pourront ou non être développées.

Ces questions ne manqueront pas d'être à l'ordre du jour dans les semaines et le mois à venir.

Deng Xiaoping aux USA

«Le danger de guerre existe réellement»

«Nous voulons une paix réelle»

Au cours de son voyage aux USA, le vice-premier ministre chinois Deng Xiaoping a évoqué la situation internationale devant plusieurs associations d'études de la politique étrangère. Citant les interventions soviétiques en Afrique et en Asie, notamment l'invasion du Kampuchéa, il a affirmé que la situation connaissait une aggravation de la tension. Au sujet du danger de guerre aujourd'hui, il a déclaré notamment :

«Le peuple chinois a beaucoup souffert de la guerre. Nous ne souhaitons pas la guerre. Nous ne la ferons que si l'on nous l'impose, nous nous opposons fermement à une nouvelle guerre mondiale. Un des objectifs de la politique étrangère de la Chine est d'en retarder l'échéance.»

«Nous voulons la paix, mais une paix réelle dans laquelle chaque peuple puisse se développer et progresser selon sa propre volonté, libre de toute agression, de l'intervention et de la vexation, non une paix fautive placée sous la mainmise de l'hégémonie. Nous sommes pour la détente, mais une détente véritable permettant vraiment de réduire le danger de guerre et de sauvegarder la sécurité de toutes les nations, non une détente furtive utilisée par

certaines pays pour camoufler l'accroissement de leurs armements, leurs préparatifs de guerre, leur agression et leur expansions».

«D'aucuns disent que nous, les Chinois, sommes belliqueux, et que la Chine est une source de guerre mondiale. Mais, en fait, l'histoire moderne de la Chine est celle d'une victime de l'agression, et même aujourd'hui, elle est toujours exposée à la menace d'agression. Quant à la guerre mondiale, nous n'avons aucune raison pour la mener, ni ne sommes qualifiés pour la faire».

«Il est vrai que nous parlons constamment du danger de guerre, parce qu'il existe réellement, non que la guerre nous-plaise. Le danger de guerre provient précisément de ces fauteurs de guerre qui entretiennent tous les jours une illusion de paix et de détente. Nous croyons qu'il est impératif de faire face à cette réalité rigoureuse, et la politique de l'autruche n'est plus possible».

«La seconde guerre mondiale avait éclaté au milieu d'un choc sur la «paix». Et cette leçon tragique, les gens de notre génération doivent la graver à jamais dans leur mémoire. En mettant les peuples de tous les pays en garde contre le danger d'une nouvelle guerre mondiale, nous espérons retarder par un effort conjoint l'échéance de cette guerre».

L'ESPAGNE DEMANDE L'EXTRADITION D'UNE MILITANTE DE L'ETA

María Dolorès González Catarán, militante de l'ETA, arrêtée récemment dans les rafles dirigées contre les milieux autonomistes basques,

est actuellement assignée à résidence avec douze de ses camarades à Tignes. Cette militante est présentée par le gouvernement espagnol comme étant une co... geante de l'organisation basque, ayant elle-même participé à des opérations armées.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA CHINE PAR LES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

Les Comités AFC de la région centre vont consacrer la journée du dimanche 4 février à une réunion d'étude sur la politique étrangère de la Chine.

A partir de 9 h 30 à Blois au Centre d'accueil municipal 48 rue de la Poste La chaussée St-Victor

SIX HEURES SUR LA CHINE samedi 3 février de 16 heures à 22 heures au centre la Balise, Résidence Saint-Hubert, 1 rue Joliot Curie SAINTE GENEVIEVE DES BOIS

La Révolution culturelle est-elle remise en cause en Chine ? Comment vit le peuple chinois à l'heure actuelle ? Pourquoi la Chine s'ouvre-t-elle vers l'extérieur ? Quel est le sens de la politique extérieure chinoise ?

Quelques questions qui seront abordées à cette réunion.

- Avec la participation de Régis Bergeron
- Film super 8 - garderie - buffet

Participation aux frais 7 F

Communiqué

Après l'exécution par le régime de Brejnev de Zadikian et de ses camarades, le Comité Nazarian et «Libération arménienne» appellent à un rassemblement devant l'ambassade d'URSS, ce samedi à 15 h 30.

A LIVRES OUVERTS

Le regard neuf d'un promeneur.



VIVRE A PEKIN

Jean Guiloineau, homme de théâtre et journaliste, a séjourné à Pékin comme collaborateur des Editions en langues étrangères de 1976 à 1977. Le propos de son livre se présente, dès la préface comme modeste : «*Je rapporte des faits, des conversations, des visites, des impressions dans la compréhension que j'en ai eu et qui évoquent la réalité de la vie quotidienne à Pékin. Les pages qui suivent ne sont que mon témoignage, celui d'un promeneur et d'un auditeur, qui a essayé de regarder et d'entendre pour comprendre, en tout cas connaître.*»

Or, cette modestie est une très grande qualité. Après une avalanche de livres prétendant asséner des vérités définitives, le regard de Guiloineau est honnête et neuf. Alors que beaucoup d'auteurs ayant séjourné plus ou moins longtemps en Chine (de Macciocchi aux Broyelle) ont dans un premier temps porté aux nues une Chine d'utopie pour ensuite la maudire en mettant après, uniquement en vue le négatif, Guiloineau fait preuve d'une démarche plus sereine parce que limitée. Il a en effet bien conscience des limites de ce que peut voir et comprendre, pendant quelques mois, un témoin étranger : le titre *Vivre à Pékin* le montre bien ; il se borne pour l'essentiel à parler de la capitale.

Pour Guiloineau, il faut bien se garder de tirer trop vite des conclusions trop générales d'une remarque observée dans une rue, un quartier, une ville. Cela d'autant plus que la réalité chinoise est changeante : «*Ce qui domine dans mes souvenirs, c'est cette impression de changement, de transformation permanente. Aussi, je crois qu'il serait vain d'écrire quelque chose qui se voudrait définitif.*» affirme-t-il.

Mais ce simple témoin, qui observe la Chine avant de la reconstruire suivant un schéma à de grands avantages sur les sinologues. Il sait nous parler très concrètement de la vie quotidienne des travailleurs chinois à Pékin : qu'est-ce qu'on mange, comment on s'habille, à quoi jouent les enfants, qu'y a-t-il dans un almanach, que voit-on en se promenant au hasard d'une rue ? Telles sont les questions auxquelles il tente de répondre dans un style vivant et agréable à lire. Quelque compte-rendu de visites d'écoles et d'entreprises donnent de temps à autre une vue un peu plus systématique de l'organisation de la société et de la vie politique. D'autre part, en quelques pages, il décrit de manière frappante l'atmosphère de Pékin à l'annonce de la mort du président Mao Tsé-toung, montrant clairement les liens du peuple chinois avec le Parti communiste.

En tout cas, jamais Guiloineau n'est obsédé par cet esprit de système caractéristique de beaucoup de «voyageurs» : ce n'est pas parce que les transports en commun de Pékin sont bondés qu'il porte un jugement définitif sur les transports dans le pays ; ce n'est pas parce que telle expérience dans l'enseignement lui semble positive, qu'il conclut qu'elle fonctionnerait parfaitement dans toute la Chine.

Si *Vivre à Pékin* se défend de toute conclusion politique définitive, il ne faudrait pas en conclure qu'il s'agit d'un livre «apolitique» ou fade. Il développe dans l'ensemble un point de vue très amical à l'égard du peuple chinois, d'autant plus que les a priori passionnels et partisans sont absents. Pour ceux qui connaissent mal la Chine, il donne nombre de points d'appui concrets dans la vie quotidienne à Pékin pour se forger un point de vue sur la lutte pour les quatre modernisations ou sur le débat concernant la démocratie socialiste, qui sont réellement précieusement.

Donc, répétons-le, un livre très utile car modeste. Guiloineau sait très bien que «*pour connaître une pomme, il faut la goûter.*»

J.P.C.

Vient de paraître

● **LA MASCARADE DES STAGES BARRE** de F. Piettre et D. Schiller. Editions F. Maspéro.

Les auteurs du livre, militants syndicaux CFDT et CGT interviewent des stagiaires, analysent les fonctions et les significations des mesures Barre et de ce prétendu «pacte» pour l'emploi.

● **LE DEFI TERRORISTE, leçons à l'italienne à l'usage de l'Europe**, de Robert Solé Editions Le Seuil.

Journaliste au *Monde* et correspondant de ce journal à Rome depuis 1974, Robert Solé, à travers l'affaire Moro et une analyse méticuleuse de la société italienne, tente de dresser un premier bilan sur le «cas» de l'Italie. Qui sont les terroristes ? Ont-ils un projet politique ? Comment réagit le pays à leurs actions ?

● **LES ENERGIES NOUVELLES** de Jean-Claude Colli aux éditions Fayard.

L'auteur est délégué auprès du gouvernement aux énergies nouvelles depuis 1975 et délégué à la qualité de la vie depuis 1978...

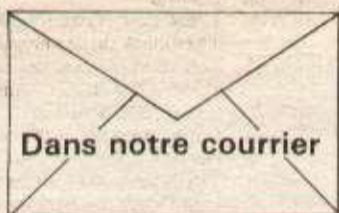
● **TELLES LUTTES, TELLE ECOLE** par P. Roche et Y.T. Vargas. Editions Maspéro.

Les auteurs de ce livre sont membres du PCF et étudient la politique du PCF sur les questions de l'école de 1944 à 1978.

● **JEAN PREVOST, PORTRAIT D'UN HOMME** par Odile Yelnik, présenté par Vercors. Editions Fayard.

Jean Prévost, écrivain et résistant, mort dans le maquis du Vercors.

Vivre à Pékin
de Jean Guiloineau
(Ed. Plon)



Je viens de lire ce livre* et je crois qu'il serait bon d'en parler dans votre quotidien.

Comme vous pouvez le constater le titre est déjà assez révélateur. Des hommes vivent et s'enrichissent de la faim d'autres hommes. Et cela dans tous les pays du Tiers Monde où se sont rendus et ont enquêté minutieusement, les auteurs de ce livre.

Je ne vous parlerai assez longuement que du Bangladesh. Ainsi, ce pays qui jouit d'un climat tropical (soleil et eau abondante) possède trois grands fleuves qui irriguent de riches plaines fluviales. Nos auteurs ont pu voir en pleine saison sèche, des légumes plus beaux et meilleurs que ceux de Californie. Et pourtant, les paysans qui produisent le riz sont des affamés. Sitôt la récolte effectuée, ils doivent la vendre aux prix les plus bas pour payer leurs dettes. Quitte à le racheter quelques mois plus tard, pour leur nourriture quotidienne au cours le plus haut. D'autre part, il n'est pas rare de voir un propriétaire saboter le système d'irrigation, simplement pour empêcher les fermiers d'améliorer leur situation, ce qui leur donnerait trop d'indépendance.

D'ailleurs, le propriétaire (officier de l'armée ou haut-fonctionnaire) est le plus souvent absent et il investit dans l'immobilier à l'étranger. Au cours

La famine ne serait pas une fatalité...

de la famine de 1974, les riches propriétaires faisaient la queue, des nuits entières, devant les bureaux d'enregistrement des terres pour acheter les lopins que les petits propriétaires affamés et endettés étaient obligés de vendre. Pour en terminer, parlons des immenses réserves de poissons d'eau douce du Bangladesh (selon la F.A.O., ce serait la plus grande réserve du monde). Actuellement, les zones de pêche sont la propriété de citoyens qui se contentent de commercialiser une petite quantité de poissons pour une riche clientèle, à des prix très élevés.

Craignant d'être trop longue, je ne ferai que citer : le Salvador où les terres fertiles sont à une minorité, les Caraïbes où plus de la moitié des terres arables est consacrée aux cultures d'exportation. Il en est de même à la Guadeloupe (66 % des terres arables en canne à sucre, cacao, bananes), Martinique (70 %), les Barbades (77 %) et tous les pays de l'Amérique du Sud où l'on ravage les terres, mais la cause n'en est pas la surpopulation. Voyez plutôt : les plans du gouvernement du Brésil prévoient «le nettoyage» complet de dizaines de millions d'acres (un acre = 4 047 m²) de forêt tropicale.

En 1975, un satellite de reconnaissance américain a enregistré un réchauffement intensif et brutal dans la région de l'Amazonie (réchauffement ha-



bituellement associé à une éruption volcanique). Une mission spéciale, envoyée sur les lieux, trouva une compagnie multinationale allemande en train de brûler un million d'acres pour installer un élevage bovin.

J'arrête-là l'énumération de tous ces scandales. Si ce livre dénonce les coupables, il peut apporter un message d'espoir dans la mesure où il propose des solutions et nous persuade

que : «*Si un peu partout dans le monde, les paysans avaient accès aux moyens de production, si les terres ne leur étaient pas confisquées par de gros propriétaires ou de grandes compagnies, la famine ne serait pas une fatalité.*»

H.P. Saint-Bres (Hérault)

* *L'industrie de la faim*
de Francis Moore Lappe
et Joseph Collins
(Editions Etincelle)



Déterminés à renforcer la vigilance contre les agressions racistes.

ESTAS SAO AS ARMAS (voici les armes)

Réalisation : Murilo Salles

35 mm/noir et blanc. Son optique. 60 minutes environ.

Diffusion en France.
Pour tous renseignements :
Centre d'Information
sur le Mozambique
14 rue de Nanteuil 75 015 Paris

Murilo Salles est né le 2 octobre 1950 à Rio de Janeiro ; il a été directeur de la photographie des films suivants : *Dona Flor* (35 mm couleur, 1976), *Licao de amor* (1975), *A estrela sobe* (1974), *Edificio chamado 200* (1971), *Tati a garotta* (1971). Il a réalisé en 1971 *Sebastião prata, alias grande otelo*, documentaire en couleur de 12 minutes 30.

Lorenço Marques le 25 juin 1975.

Proclamation de l'indépendance du Mozambique.



Le film en quelques mots
Le film *Estas sao as armas* (Voici les armes) propose une réflexion sur le thème : Pourquoi agresse-t-on le Mozambique ?

Cette réflexion commence par montrer la violence de l'agression armée, ce qui pose immédiatement la question : Mais pourquoi nous attaquent-ils ?

Nous plongeons alors dans la mémoire de ce peuple, dans la mémoire de ses luttes, et nous comprenons que les agressions ont commencé avec le colonialisme portugais.

Le système colonial imposé par la force des armes fut la première grande agression.

Le peuple réagit, s'organise pour lutter contre la domination coloniale : le FRELIMO apparaît.

Avec le début de la lutte armée de libération nationale commence l'intervention armée de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud à l'intérieur du Mozambique, en soutien au colonialisme portugais. Nous nous souvenons des images-mémoires de la lutte du peuple, à travers les petites victoires quotidiennes, et contre ces victoires de la violence de l'agression.

Il en fut ainsi durant la période de la lutte armée, et il continue à en être ainsi après la première grande victoire : L'indépendance du Mozambique. Le Mozambique qui essaie de construire une société socialiste, le Mozambique internationaliste qui soutient la lutte du peuple du Zimbabwe et qui est agressé pour cela.

Le film arrive comme un collage de données qui rappellent les principaux pas de l'histoire proche, rappelant également quelques images de la violence et des douleurs des agressions qui font partie du processus d'avancée de la lutte.

Frédérique ARNAUD

THEATRE

DES PETITS CAILLOUX DANS LES POCHEs

(jusqu'au 5 février)

Spectacle des Athévains au Théâtre Oblique

En montant *Des petits cailloux dans les poches*, Anne-Marie Lazarini a voulu évoquer la vie et l'œuvre de Virginia Woolf, romancière britannique morte en 1941. Il ne s'agit pas d'une biographie, ni d'une adaptation d'une œuvre romanesque, mais d'un montage théâtral de textes de plusieurs de ses romans. L'auteur du spectacle veut, à travers plusieurs personnages féminins, évoquer la personnalité intéressante et complexe de Virginia Woolf.

Romancière de génie, Virginia va passer sa vie dans le milieu traditionaliste et hypocrite de la grande bourgeoisie anglaise. Elle étouffe dans ce monde où une femme n'a pas d'existence autonome en dehors de sa famille ou de son mari. Le thème principal de son œuvre, c'est justement la lutte de personnages féminins pour choisir leur vie, leur destin. Virginia Woolf analysera avec beaucoup de finesse les obstacles qui se dressent devant une femme qui veut écrire. Elle

sera une des premières à étudier de manière détaillée la condition féminine dans ses aspects les plus matériels en avançant l'idée que, jusqu'ici, une femme ne pouvait devenir un grand écrivain tant qu'elle n'avait pas «une chambre à soi».

Mais, Virginia Woolf, dans sa révolte s'est cognée aux murs de cette Angleterre ultra-réactionnaire où elle était enfermée. Passant sa vie de malade en dépression nerveuse, elle finit par mettre fin à ses jours.

Le spectacle monté par les Athévains n'échappe pas aux problèmes rencontrés par un tel montage théâtral : si on n'a lu aucun des romans de l'auteur, on est parfois désorienté faute de pouvoir identifier tel personnage ou telle situation. Néanmoins, le spectacle très attachant sera apprécié des lecteurs de Virginia Woolf, et peut constituer une bonne approche de son univers à ceux qui ne le connaissent pas encore.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

Les Athévains

Depuis des années, les Athévains ont fait un travail important d'animation et de création théâtrale dans l'Est parisien, d'abord à la MJC-Théâtre des Deux Portes, puis dans divers théâtres depuis. A l'heure où le «jeune théâtre» tend à disparaître de Paris, les Athévains ont entrepris de s'implanter dans le 11^e, au Théâtre Oblique, en rénovant cette salle. Ils demandent un large soutien pour obtenir les crédits nécessaires à l'avenir de cette salle, de l'Etat et de la mairie de Paris, qui les leur refusent.

Théâtre Oblique : 76, rue de la Roquette. 75 020 Paris.

Samedi 3 février

TF 1

- 14 h 00 - Toujours le samedi
- 14 h 10 - Amicalement vôtre
- 15 h 35 - La Dame de Monsoreau
- 16 h 55 - Les derniers cavaliers
- 18 h 05 - Trente millions d'amis
- 18 h 40 - Magazine auto-moto
- 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre (les drogues légales)
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - C'est arrivé un jour
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - Numéro Un (Jacques Martin)
- 21 h 35 - Les héritiers (série américaine)
- 22 h 35 - Télé-foot
- 23 h 15 - Patinage artistique
- 23 h 40 - Journal

A 2

- 14 h 25 - Les jeux du Stade Ski à Pfronten Patinage artistique
- 15 h 25 - Rugby Galles - Irlande
- 17 h 05 - Salle des fêtes : revue des spectacles
- 18 h 00 - Course autour du monde
- 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Top club
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - La nuit des Césars. Emission de Georges Cravenne. Remise des Césars 78 aux meilleurs acteurs de l'année
- 22 h 25 - Sur la sellette
- 23 h 10 - Terminus les étoiles
- 23 h 50 - Journal

FR 3

- 18 h 00 - Emissions en dialecte : Rennes-Nantes : Breiz o veva, en langue bretonne : «Teriou ha pesketerien». Bordeaux : Euskal herria orai eta gero, en langue basque.
- 18 h 30 - Pour la jeunesse
- 19 h 10 - Soir 3
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Télévision régionale
- 19 h 55 - Il était une fois... l'homme
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - On purge bébé. Comédie de Georges Feydeau, en différé du Théâtre des Variétés à Paris.
- 21 h 30 - Echec à l'organisation (film TV américain)
- 22 h 40 - Soir 3
- 23 h 00 - Cavalcade
- 20 h 30 - On purge bébé. Comédie de Georges Feydeau, en différé du Théâtre des Variétés, à Paris. *Débile et sans intérêt.*

Dimanche 4 février

TF 1

- 13 h 00 - Journal
- 13 h 20 - C'est pas sérieux. Jean Bertho et Jean Amadou commentent l'actualité de la semaine.
- 14 h 15 - Les rendez-vous du dimanche. Emission de Michel Drucker et Rémy Grumbach. Variétés, cinéma.
- 15 h 30 - Tiercé à Vincennes.
- 15 h 35 - L'homme qui venait de l'atlantide.
- 16 h 25 - Sports première. Formule 1 : Grand prix du Brésil ; patinage artistique ; ski ; slalom dames à Pfronten.
- 18 h 10 - Le triangle du diable. Téléfilm américain.
- 19 h 25 - Les animaux du monde.
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - Le sauvage. Film français de Jean-Paul Rappeneau (1975). Avec Yves Montand et Catherine Deneuve. *Un PDG fuit le monde des affaires et va vivre en Robinson sur une île déserte. Tout serait parfait sans l'arrivée d'une royale enquiquineuse (superbement jouée par C. Deneuve). Les rôles sont bien typés : l'homme est un ours et la femme capricieuse et bavarde !*
- 22 h 15 - Concert Berlioz.
- 23 h 15 - Journal et fin.

A 2

- 14 h 30 - La trilogie de la Villégiature. Spectacle de la Comédie française, en direct du Théâtre de l'Odéon. *Cette trilogie, regroupée en un seul titre, est une peinture de mœurs et une puissante peinture sociale.*
- 19 h 15 - Stade 2.
- 20 h 00 - Journal.
- 20 h 35 - La terre de la grande promesse. Film TV polonais d'Andrzej Wajda. *Bien interprété, c'est une fresque sociale dure et réaliste, parfois trop caricaturale, et l'antisémitisme n'en est pas absent. Trois étudiants, Karol l'aristocrate polonais catholique, Max un allemand luthérien et Moryc, un juif ambitieux, vont construire leur propre usine.*
- 22 h 10 - Patinage artistique.
- 23 h 10 - Journal et fin.

FR 3

- 10 h 30 - Mosaique. L'émission d'aujourd'hui, consacrée à l'Espagne, tournée à Madrid.
- 16 h 30 - Prélude à l'après-midi. Les quatuors de Beethoven. Michel Piccoli lit André Richaud.
- 18 h 30 - L'invité de FR 3. Maigret.
- 19 h 45 - Spécial Dom-Tom
- 20 h 00 - Grande parade du jazz. Série d'émissions de Jean-Christophe Averty. Jonah Jones.
- 20 h 30 - Ribennes. 1 - Les héritiers du Gévaudan. *Cette émission évoque la vie d'une ville de Lozère depuis le XVI^e jusqu'au XVIII^e siècle. Les réalisateurs ont travaillé avec les habitants du village et à travers leur généalogie, ils ont étudié la transmission des biens.*
- 21 h 30 - Encyclopédie du cinéma français. XVII - Le cinéma en son temps : les années 30.
- 22 h 30 - Ciné regards : Perceval le Gallois, d'Eric Rohmer.
- 22 h 40 - Voyage en Italie. Film italien de Roberto Rossellini 1953. Avec Ingrid Bergman et George Sanders, Maria Mauban. *Ce film a marqué une étape dans l'évolution du cinéma moderne par son langage cinématographique différent. Un couple d'Anglais se remettent en question au cours d'un voyage en Italie.*

SOMMAIRE

LIRE LES RUBRIQUES

P. 2
Revue des revues
P. 4 et 5 :
«*Contraire au sein du peuple*». Aujourd'hui
L'autonomie, pour quoi
faire ?
P. 10 :
Sciences
P. 14
A livres ouverts
P. 15
Télévision-cinéma

DANS CE NUMERO :

P. 6 et 7 :
Etats généraux pour l'em-
ploi et le mieux vivre dans
le Rhône.
P. 8 et 9 :
Les Bouches-du-Rhône :
une fédération à l'heure du
23^e Congrès du PCF
P. 12
Erythrée : entretien avec
Nafi Kurdi représentant du
FPLE à Paris.

ENCORE DEUX ACCIDENTS A LA HAGUE : LE CEA IMPERTURBABLE

La semaine dernière, l'usine de retraitement des déchets radioactifs de La Hague était au devant de la scène de l'actualité avec la première livraison de déchets japonais. La population de Cherbourg s'était mobilisée massivement contre cet arrivage qui allait s'entasser, en plus des stocks des centrales françaises ou allemandes, stocks qui ont

Le 20 janvier, à l'atelier AT 1, a lieu un rejet accidentel d'iode gazeux (iode 131 radioactif), en quantité supérieure aux rejets habituels dans l'atmosphère. La cause de l'accident serait essentiellement d'avoir voulu traiter un combustible non refroidi (radioactivité trop élevée pour cette étape de traitement). Les doses de radioactivité libérées dans l'atmosphère ne sont pas connues avec précision. On peut toutefois penser qu'elles sont supérieures aux normes autorisées, celles-ci étant déjà surestimées compte tenu de l'activité propre de

l'usine. L'atelier AT1, qui traite les combustibles rapides notamment ceux du surrégénérateur expérimental Rhapsodie (Cadarache), est précisément celui où, lors d'un autre accident au début novembre 78, trois travailleurs étaient contaminés, sept autres atteints de façon secondaire. La direction prétextant la fermeture prochaine de cet atelier, sans en préciser la date qui varie de six mois à deux ans, refuse d'entreprendre la moindre réparation... Les syndicats et les travailleurs attendent toujours les résultats de l'enquête menée à ce moment-là...

bien du mal à s'épuiser. En effet les capacités de retraitement de La Hague ont été fortement surestimées. Les opérations se font souvent dans des conditions qui mettent en danger les travailleurs ou la population locale comme en témoignent les deux derniers accidents.

Le 25 janvier intervenait un autre accident qui, sans la promptitude des travailleurs, aurait pu avoir de graves conséquences pour eux. Après le traitement des déchets, le plutonium, sous forme de poussière est conditionné. C'est dans la chaîne de conditionnement qu'est survenu l'accident. Le plutonium est enfermé dans un premier container d'aluminium, ce dernier étant à son tour enfermé dans un autre container, etc... Donc, ce premier container d'aluminium contenant quelques centaines de grammes de cette matière particulière-

ment radioactive, en passant dans la manche de vinyll qui mène aux autres conditionnements, a déchiré cette enveloppe dont le coude était, semble-t-il, mal fait. Le container est allé s'écraser en contrebas, se déchirant sur plusieurs millimètres, libérant une dizaine de grammes de sa redoutable contenance. Les trois travailleurs, non isolés, ont pu, grâce à leur vigilance sortir du local avant l'accident. L'inhalation d'un millionième de gramme de plutonium suffit à induire un cancer du poumon dans la dizaine d'années qui suit).

La direction de La Hague ne s'émeut pas outre mesure de ces accidents, et son responsable, Delange, déclare même que si les travailleurs respectent les consignes, il n'y a pas de conséquences humaines. Dans ce cas précis, la seule consigne réaliste était donc la fuite ! Hélas, elle n'est pas toujours possible dans tous les locaux de La Hague. La réponse de la direction est pour le moins cynique, quand les travailleurs concernés demandent sans cesse l'amélioration des conditions de travail et de sécurité, qui nécessitent selon eux, un arrêt de six mois de l'usine. C'est sans doute trop, on préfère retraiter et accumuler les déchets de toute provenance, ne voyant que les devises qu'ils amènent...

Vers des concessions françaises à propos des montants compensatoires

Lundi et mardi prochains se réunissent les ministres de l'Agriculture des neuf pays de la CEE. Ils auront à prendre des décisions sur la base de l'imposant rapport que vient de fournir la commission de Bruxelles.

Deux grandes propositions se dégagent du rapport. Tout d'abord, le relèvement des prix agricoles dans plusieurs pays européens, dont la France. Si la commission était suivie, et on a tout lieu de penser qu'elle le sera, les prix

agricoles françaises augmentent de 3,6 % à partir du 1^{er} avril, exception faite des prix du sucre et de ceux des céréales.

La deuxième grande proposition de la commission a des implications politiques beaucoup plus importantes : il s'agit du taux des montants compensatoires (MCM). La France propose leur suppression, les Allemands s'y opposent. Cette contradiction, qui traduit les difficultés des deux pays avec leur paysannerie respective, a abouti à ce que la France

mette la suppression des montants compensatoires comme condition à la mise en place du nouveau système monétaire européen. Depuis la fin du mois de décembre, Français et Allemands sont à la recherche d'un compromis. La solution que préconise la commission de Bruxelles est celle d'une suppression des montants compensatoires tels qu'ils existent actuellement dans un délai de quatre ans, et la mise en place d'un nouveau système. En attendant, les montants compensatoires resteraient les mêmes cette

année ! Il s'agit là d'une solution qui penche incontestablement du côté des désirs allemands. La question est donc posée de l'attitude qu'adoptera le ministre français de l'Agriculture, Mehaiguerie, lors de la réunion de lundi. Il semble que le gouvernement français soit prêt à des concessions plus importantes qu'auparavant, afin que le système monétaire européen, dont la mise en place était prévue initialement le 1^{er} janvier, ne soit pas remis aux calendes grecques.

L'Europe des Polices

L'Europe des polices existe bel et bien. On a eu l'occasion de s'en apercevoir à Strasbourg, lors de la discussion du rapport sur le terrorisme, examiné par la Commission des affaires politiques. Ce rapport contient en fait peu de chose que l'on ne sache déjà. On remarquera cependant un point qui concerne directement le rôle de la presse : «*Les médias, lorsqu'ils rendent compte d'actions terroristes, doivent accepter un certain auto-contrôle pour établir un juste équilibre entre le droit du public à l'information et le devoir d'éviter d'aider les terroristes en assurant une publicité imméritée à leurs activités*». On ne saurait mieux dire. La presse doit ou bien se taire, ou bien attendre que

la police lui dise ce qu'elle doit faire connaître.

Demandons-nous alors si la publication de l'information suivante est conforme aux vœux de l'Europe des polices : la commission internationale d'enquête sur la mort d'Ulrike Meinhoff vient de faire connaître ses conclusions. Ulrike a bien été soumise «*à des conditions de détention que l'on est obligé de qualifier de torture (isolement social et privation sensorielle)*». Quant à la mort, «*la thèse des autorités de l'Etat selon laquelle Ulrike Meinhoff se serait suicidée par pendaison n'est pas prouvée et nos résultats tendent à montrer qu'Ulrike Meinhoff n'a pu se pendre elle-même*».

● UN POLCIER TUÉ AU MÉTRO MONTPARNASSE

Un gendarme mobile a été tué, jeudi après-midi, à la station de métro Montparnasse. Les circonstances exactes restent encore à établir. Selon les premières informations, le gendarme, qui est mort à l'hôpital, a été grièvement blessé à coups de couteaux par un jeune haïtien, pris de démente, qu'il tentait d'interpeller. Auparavant, celui-ci avait menacé et frappé un agent de la RATP qui l'interpellait, parce qu'il passait les portillons automatiques sans ticket.

Cette agression est largement exploitée par les mass-media pour alimenter une fois de plus la campagne sur la «sécurité des Français» et la violence. En montant en épingle des faits divers comme celui-ci, il s'agit de susciter un climat de crainte et de confusion, devant mieux faire admettre la répression de toute contestation, y compris des manifestations de révolte ouvrière.

● UN MAGISTRAT PARISIEN ATTAQUÉ PAR UN COMMANDO

Un commando s'est attaqué, mercredi soir, à l'appartement du juge Michel Berger, substitut général du procureur de la république, auprès de la cour d'appel de Paris. Après avoir ligoté et baïonné le magistrat et sa famille, le commando a saccagé leur appartement, volé des dossiers, de l'argent et des bijoux.

Ce commando a peint sur les murs de l'appartement des inscriptions dont «*Autonomie*», «*Justice pourrie*», «*Réponse au jugement des quatre de St Lazare*». Plus tard, un correspondant anonyme a revendiqué par téléphone l'agression, en se réclamant d'un «*Groupe autonome du 22 janvier*» (date du procès des quatre de St Lazare).

Il est à noter que jusqu'à présent, le magistrat agressé ne s'était occupé ni de l'affaire de St Lazare, ni d'affaires judiciaires relatives à des affaires politiques.

MEETING DE SOUTIEN A LA LUTTE
DU PEUPLE KAMPUCHEAN
contre l'agression vietnamienne
soutenue par l'URSS
VENDREDI 2 FEVRIER 1979 A 20 h 30
Mutualité salle B
Métro Maubert-Mutualité
organisé par le Comité des Patriotes
du Kampuchéa Démocratique
soutenu par : PCR ml, PCML, OCF ml, UCF ml
et 17 organisations étrangères.
Projection du film : la véritable nature
de l'agression vietnamienne
contre le Kampuchéa

● Kampuchéa : un appel du «Comité militaire suprême» du PCK

Le 29 janvier, le Comité militaire suprême du Parti communiste du Kampuchéa a adressé une lettre à l'armée révolutionnaire appelant à persévérer dans la guerre populaire contre les agresseurs vietnamiens. L'appel cite les victoires de l'armée révolutionnaire sur les champs de bataille du Sud-Ouest, dans les zones proches du Kompong Cham, de Koh Kong et de Phnom Penh, où de nombreux soldats ennemis ont été mis hors de combat, un grand nombre de tanks et de véhicules militaires détruits. L'appel estime que ces premières victoires ont mis le Vietnam dans de grandes difficultés à tous points de vue. Le Comité militaire suprême conclut en affirmant qu'en s'unissant étroitement au peuple, l'armée révolutionnaire pourra remporter la victoire finale.

Dans l'édition datée du mardi 6 février, la seconde partie de notre enquête :

R.D.A: Derrière la «vitrine»...

Des jeunes Allemands de l'Est
parlent de leur pays.

Nous publierons dans l'édition du *Quotidien du Peuple*, datée du mardi 6 février, la suite de l'enquête de Robert Milcat sur la République démocratique allemande. Dans la seconde partie de cette enquête, qui sera publiée au cours des trois premiers jours de la semaine :

- La stabilité des prix en RDA : un trompe-l'œil !
- La dictature du parti. Les «bons» militants et les contestataires.
- Pour les jeunes allemands de l'Est, Sigmund John n'est pas un modèle !